

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 21 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURL MORIN TPA

4 rue Poliche
Irleau
79270 Le Vanneau-Irleau

Références : 0007207295/2025/332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement EURL MORIN TPA implanté lieu-dit "Selbran" 79410 Saint-Rémy. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL MORIN TPA
- lieu-dit "Selbran" 79410 Saint-Rémy
- Code AIOT : 0007207295
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant bénéficie d'un récépissé de déclaration du 25 janvier 2007 pour une activité de broyage-Concassage.

La superficie du site est d'environ 2 ha.

L'exploitant y stocke des déchets issus de ses chantiers pour valorisation.

Lorsque les stocks sont suffisants il loue un concasseur pour valoriser ses déchets.

Il réalise en moyenne une campagne de valorisation par an. Les matériaux valorisés sont réutilisés sur les chantiers de l'entreprise.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activité de concassage du site	Code de l'environnement du 15/10/2025, article R.511-9	Demande d'action corrective	1 mois
2	Activité de transit du site	Code de l'environnement du 15/10/2025, article R.511-9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit actualiser la déclaration relative à ses activités.

Il doit mettre en place un registre chronologique et procéder aux télédéclarations réglementaires au RNDTS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments).

La plateforme de valorisation étant un établissement secondaire de l'entreprise MORIN TPA, l'exploitant doit déclarer son établissement secondaire auprès du CFE (Centre de Formalités des Entreprises) compétent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité de concassage du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/10/2025, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Activité de concassage du site
Prescription contrôlée : Article R. 511-9 du Code de l'environnement. La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 2515. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.

La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :

- a) Supérieure à 200 kW (E)
- b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D)

2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.

La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :

- a) Supérieure à 350 kW (E)
- b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW (D)

Constats :

L'exploitant bénéficie d'un récépissé de déclaration du 25 janvier 2007 pour une activité de criblage concassage de produits inertes valorisables relevant de la rubrique ICPE 2515-2. Ce récépissé ne mentionne pas de puissance maximum.

Lors de l'inspection il a été précisé à l'exploitant que l'activité ne relève pas de la rubrique 2515-2 tel que déclaré au Préfet mais de l'activité 2515-1b :

- l'activité ne fonctionne pas sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à 6 mois, un concassage est programmé dès que les stocks sont suffisants. En règle générale 1 fois par an.
- les déchets inertes ne sont pas extraits ou produits sur le site.

Aucun concasseur n'était présent le jour de l'inspection.

Il a été rappelé à l'exploitant que la puissance du concasseur ne doit pas être supérieure à 200 kW. L'exploitant ne dispose pas de concasseur et en loue un pour chacune de ses campagnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit corriger sous 1 mois le numéro de la rubrique dont il relève pour son activité de concassage sur service-public.fr :

https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1

Le code AIOT du site qui sera demandé dans le cadre de la téléprocédure est 0007207295.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Activité de transit du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/10/2025, article R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, Activité de transit du site	
Prescription contrôlée : Article R. 511-9 du Code de l'environnement. La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 2517. Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	
La superficie de l'aire de transit étant :	Régime
1. Supérieure à 10 000 m ²	(E)
2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	(D)
« Superficie de l'aire de transit » : surface correspondant au cumul des aires destinées à l'entreposage de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.	
Constats : La superficie du site est d'environ 2 ha avec une superficie de l'aire de transit inférieure à 1 ha. La superficie de l'aire de transit des déchets inertes est supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure à 10 000 m ² . L'installation relève donc du régime de la déclaration pour la rubrique 2517-2. L'arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " est applicable à l'établissement. Non conformité : L'installation relève du régime de la déclaration pour la rubrique 2517. Cette activité n'a pas été déclarée au préfet, tel que prévu par les articles R.511-9 et R. 512-47 du code de l'environnement.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'ajouter sous 1 mois à sa déclaration existante son activité de transit sur service-public.fr (https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F33414). Le code AIOT du site qui sera demandé dans le cadre de la téléprocédure est : 0007207295.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 mois	

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er de l'arrêté du 31 mai 2021 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : [...]</p> <p>« Article R. 541-43-1 du code de l'environnement »« I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, [...], les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique [...] de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du registre prescrit par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p> <p><u>Registre National Des Terres excavées et Sédiments (RNDTS)</u></p> <p>L'exploitant ne déclare pas les terres excavées et sédiments au RNDTS. Depuis le 1er mai 2025, les données doivent être versées en ligne sur Trackdéchets, avec une période de tolérance jusqu'à fin 2025.</p> <p>Les installations de transit sont concernées par cette déclaration au RNDTS intégré à Trackdéchets. Toutes les terres excavées (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) transitant sur le site doivent être téléversées mensuellement sur l'application Trackdéchets (https://trackdechets.beta.gouv.fr/) (https://faq.trackdechets.fr/registre-national/informations-generales) .</p>

Pour pouvoir déclarer l'exploitant doit tenir le registre susvisé, prescrit par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Ce registre n'est pas tenu.

Numéro de SIRET

La plateforme de valorisation ne dispose pas de numéro de SIRET. Elle est enregistrée sur le même numéro que celui du siège situé à IRLEAU. Les déchets réceptionnés et sortants des différents sites de l'entreprise MORIN TPA situés à Irleau, St Rémy ou Echiré ne peuvent pas être différenciés dans les déclarations ministérielles (TRACKDECHETS notamment).

Le site est un établissement secondaire de l'entreprise MORIN TPA qui doit disposer d'un numéro de SIRET spécifique attribué par l'INSEE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous 1 mois :

- tenir à jour un registre chronologique de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Le fichier complété à compter du mois d'octobre est transmis par voie dématérialisée à l'inspection.
- télédéclarer mensuellement au registre national tous les lots de terres excavées et sédiments entrants (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) à compter du 15 octobre 2025, afin de se mettre en conformité avec l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement.
- déclarer son établissement secondaire auprès du CFE (Centre de Formalités des Entreprises) compétent (Article R.123-40 du Code de commerce).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois